

Communisme : le sens d'une ambition

Avec leur 30ème congrès, les communistes se sont fixés l'objectif ambitieux d'un renouveau du communisme français. Pourquoi une telle ambition et pourquoi maintenant ? La question posée à notre peuple est bien celle de dégager les moyens de construire un projet anti-capitaliste nouveau, une démarche de transformation sociale dans les conditions de notre temps, et de construire le Parti communiste moderne capable de le porter.

Alors qu'il y a à peine dix ans avec la chute du mur de Berlin, les promoteurs du capitalisme avaient proclamé sa victoire définitive, il est aujourd'hui fortement contesté. Les mouvements citoyens qui ont permis de faire ajourner la conférence de l'Organisation mondiale du commerce, ont amplifié ce tournant. Ils se situent dans le prolongement des mouvements sociaux de 1995, des eurogrèves, des votes de contestation de l'ultra libéralisme dans la plupart des pays d'Europe et d'ailleurs.

“La question politique de la recherche d'une alternative au capitalisme jaillit avec force de la multitude des mouvements sociaux”

Cela a été confirmé depuis. Lors de la dixième session de la conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, les pays les moins développés se sont fait entendre. A Davos, les tenants de l'ordre ultra-libéral qui nous expliquaient naguère que « *les marchés financiers étaient les gendarmes du monde* » ont plus que pondéré leurs discours. La plupart d'entre eux s'inquiètent d'ailleurs moins des milliards d'êtres humains qui s'appauvrissent ou des conséquences écologiques de la loi de l'argent que des effets d'une politique économique qui, à terme, pourraient remettre en cause leur système. C'est sans doute ce qui motive le plus les partisans du social libéralisme dans leur recherche pour « encadrer » ou « réguler » le capitalisme. Or face à la pression des marchés financiers et des multinationales, les peuples ont besoin non pas d'un aménagement du capitalisme mais bien qu'on crée les conditions de son dépassement.

Et la question politique de la recherche d'une alternative à ce système jaillit avec force de la multitude de ces mouvements sociaux. Le moment est donc venu de travailler à la rencontre entre la diversité des mouvements mettant en cause le libéralisme et le capitalisme, et un projet communiste de notre temps. C'est la responsabilité d'un Parti communiste moderne de proposer un projet communiste nouveau libérant la société de la loi de l'argent et de toutes les dominations.

Un tel projet prend racine dès à présent dans la vie, les aspirations, les besoins d'aujourd'hui. Par exemple, on ne peut indéfiniment proclamer que « ça va mieux » sans que les salariés, les retraités, les chômeurs ne réclament leur juste part. L'annonce des excédents budgétaires et des énormes profits des grandes entreprises stimule une montée des actions revendicatives : qu'il s'agisse des personnels hospitaliers, des agents des finances, des postiers, des chauffeurs ou des salariés des Assedic, de l'Anpe, de la Sécurité sociale, des enseignants et parents d'élèves, des agriculteurs, des pompiers. Certaines d'entre elles visent à empêcher des inflexions négatives, et beaucoup d'autres à obtenir des améliorations des salaires, des créations d'emplois stables, une application efficace de la loi de réduction du temps de travail, l'amélioration de la carte scolaire, des moyens nouveaux pour l'hôpital.

Ces mouvements posent avec force les questions des moyens financiers, d'une modernisation efficace des services publics ; de la sortie des critères du pacte de stabilité pour peser en faveur d'une réorientation progressiste de la construction européenne. A quelques mois de la présidence française de l'Union européenne, ces actions devraient prendre une nouvelle vigueur, comme celles qui poussent en faveur de la sécurité alimentaire ou de la sécurité maritime pour empêcher de nouveaux « Erika », ou celles pour contrer la tentative des compagnies d'assurances de spolier les handicapés.

De même, pour être durable et efficace, la croissance a besoin d'être confortée par une hausse significative du pouvoir d'achat, que le gouvernement devrait impulser par le relèvement du SMIC, des minima sociaux et des retraites. Les excédents budgétaires devraient donc servir à conforter une croissance créatrice d'emplois, comme les nouvelles mesures sociales et fiscales à décider. Une réforme efficace de la fiscalité ne peut

s'effectuer dans le cadre du faux choix entre baisse uniforme des impôts ou réduction des dépenses publiques. L'efficacité économique et la justice appellent une réforme fiscale, qui allège l'impôt sur le travail et permette d'orienter l'argent des profits et des revenus financiers vers l'économie réelle, l'emploi, les salaires et la modernisation des services publics. Le mouvement unitaire des hospitaliers, soutenu par les populations indique la voie à suivre. Les parlementaires communistes, en octobre dernier, ont refusé de voter la loi de financement de la Sécurité sociale parce qu'elle réduisait les moyens financiers de l'hôpital. Ils appelaient à un grand débat national et un large rassemblement pour affirmer le droit à la santé et à la protection sociale correspondant aux besoins de notre époque. Le premier pas important qui vient d'être fait en appelle d'autres pour tourner le dos au carcan de la maîtrise comptable des dépenses de santé et aux orientations ultra-libérales.

“Les quelques orientations positives qui ont été prises ces derniers temps sont marquées de l'apport des parlementaires ou des ministres communistes”

Ainsi le Parti communiste agit avec la même volonté dans la société et les institutions pour ancrer les choix à gauche, en les inscrivant dans une perspective de transformation sociale.



Paul Lespagnol,
membre du secrétariat national du PCF

Cette manière de faire peut permettre de renouer les liens entre la politique et les citoyens. Elle est un moyen pour que le changement progresse et pour que la politique du gouvernement soit plus et mieux ancrée à gauche.

D'ailleurs, les quelques orientations positives qui ont été prises ces derniers temps sont marquées de l'apport des parlementaires ou des ministres communistes : la loi sur les 35 heures, la couverture maladie universelle, la baisse de la TVA pour le logement, les mesures sur les droits de bail, l'extension des chèques vacances, la nouvelle loi en discussion sur le sport, les efforts nouveaux en matière de transport, qui ont des effets jusqu'au niveau européen contre les déréglementations des chemins de fer, et de nouvelles règles pour le transport maritime ou récemment les moyens nouveaux pour les hôpitaux.

Autant de mesures, même limitées, indiquant la voie qui devrait être suivie avec audace : celle des réformes de structures qui permettraient de stimuler une croissance saine, et de donner la priorité à la satisfaction des besoins de la société et non plus aux exigences des marchés financiers : la loi sur les contrôles des fonds publics votée en première lecture par le parlement à l'initiative des communistes, s'inscrit dans cette perspective.

Evidemment, une telle démarche implique un Parti communiste mieux immergé dans la société pour être plus utile et plus efficace. Un Parti communiste nouveau au sens où, agissant dans un monde différent qu'à l'époque de sa création, il a la responsabilité non pas de tourner la page du communisme, mais d'en écrire une nouvelle à partir de tout ce qui résiste au capitalisme et agit pour une autre société.

“Construire un nouveau Parti communiste pleinement utile à la transformation radicale de la société”

Et un Parti communiste n'a pas le même rôle et ne fonctionne pas de la même manière, selon qu'il se décrète comme guide de la transformation de la société ou comme parti agissant pour un rassemblement majoritaire du peuple, construisant lui-même son projet de transformation sociale. L'enjeu du congrès de Martigues est donc de construire un nouveau Parti communiste pleinement utile à la transformation radicale de la société. ■